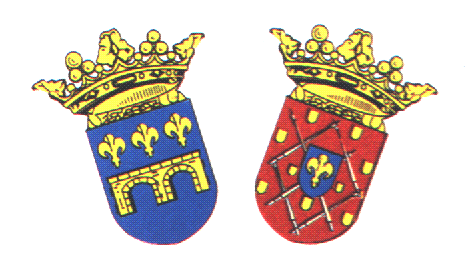
REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DU VAR



# MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

## Personne Publique :

### VILLE DE TRANS-EN-PROVENCE

25, Avenue de la Gare

83720 TRANS EN PROVENCE

Tél. : 04.98.10.43.20 ~ Fax. : 04.98.10.43.29

## *Objet du marché :*

**MARCHE DE SERVICE DE TELECOMMUNICATIONS :**

**TELEPHONIE MOBILE**

Règlement de la Consultation

(R.C)

Remise des offres fixée au **2 octobre 2025, avant 12h00**

Règlement de la Consultation (R.C.)

--------------

**Personne publique**

Ville de TRANS EN PROVENCE

**Pouvoir Adjudicateur**

Monsieur le Maire de TRANS EN PROVENCE

**Objet de la consultation**

MARCHE DE SERVICES DE TELECOMMUNICATIONS – TELEPHONIE MOBILE

**Remise des offres**

Date limite de réception : le **2 octobre 2025, avant 12h00**

*Tous les montants figurant dans le présent document sont exprimés en Euros.*

# 

# 1. Objet de la consultation :

**La Commune de Trans en Provence dispose actuellement de** 43 lignes mobiles

Le présent marché concerne la fourniture :

* D’abonnements de téléphonie mobile
* De mobiles
* De services associés

Il est demandé impérativement le portage de tous les numéros existants.

# 2. Conditions de la consultation :

## *2.1 Procédure de la consultation*

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée, définie aux articles R 2123 **du Code de la commande publique**

## *2.2 Structure de la consultation*

|  |
| --- |
| **DESIGNATION** |
| Téléphonie mobile |

La Commune souhaite pouvoir rajouter de nouveaux abonnements à la flotte, tout en conservant la même date anniversaire d’engagement contractuel.

La mise en service de la flotte est fixée au plus tard au 1er novembre 2025. Le fichier RIO de la flotte sera communiqué.

## ***Le titulaire du marché s’engage à faire bénéficier le pouvoir adjudicateur de toutes offres promotionnelles pendant la durée du marché.***

*2.3 Type de contractants*

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en cas de qualité de candidats individuels ou de membres d’un ou plusieurs groupements.

*2.4 Nature des offres*

2.4.1 Nombre de solution(s) de base

Les candidats devront répondre à la solution de base.

### 2.4.2 Variantes

Des variantes pourront être proposées

### 2.4.3 Options

Des options pourront être proposées

2.4.4. Visites

**Une visite OBLIGATOIRE sur différents locaux communaux devra être faite afin de tester la couverture du réseau sur ces sites (Mairie, CTM, Salle polyvalente, CCAS, Hôtel de Ville)**

**Le rendez-vous pour la visite devra être pris auprès du secrétariat du Centre Technique Municipal au 04.98.10.43.20 avec Monsieur ROMANCANT (Directeur des Services Techniques), ou par mail à l’adresse mail :** [**f.bernardin@transenprovence.fr**](mailto:f.bernardin@transenprovence.fr)**, 8 jours avant la date limite de réponse.**

**Le rapport de couverture devra être joint au mémoire technique.**

## *2.5 Délai de modification de détail au Dossier de Consultation des Entreprises*

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## *2.6 Délai de validité des offres*

Le délai de validité des offres est de 90 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## *2.7 Propriété intellectuelle*

### 2.7.1 Prestations fournies au titre de la consultation

Sans objet

### 2.7.2 Prestations fournies au titre de la réalisation du marché

Sans Objet.

## *2.8 Dispositions relatives à la Défense nationale*

Le présent marché n’a pas pour objet des travaux intéressant la défense.

## *2.9 Mesures particulières*

### Sans objet

# 3. Conditions d’exécution du marché :

## *3.1 Clause de reconduction du marché*

Le marché est conclu pour une période de 36 mois renouvelable par expresse reconduction pour une période de douze mois.

Les éventuels abonnements rajoutés à la flotte en cours de marché, auront la même date anniversaire que les abonnements existants.

**L’acheteur public pourra prévoir l’installation ou la suppression de lignes pendant toute la durée du contrat sans pénalités d’engagement, même après ouverture ou renouvellement de mobiles à moins de 12 mois de la fin du marché.**

## *3.2. Délais*

*3.2.1 –* Délais de livraison et de mise en service *:*

Les délais de livraison et de mise en service sont fixés au plus tard au 1er novembre 2025 avec facturation à compter de cette date.

*3.2.2 –* Délai d’intervention : dépannage et remplacement sous garantie :

Les délais d’intervention au titre du dépannage, du remplacement et de la maintenance sous garantie sont à déterminer par le candidat dans l’acte d’engagement.

Ils font partie des critères techniques de sélection

3.2.3 – Visite

Une visite est obligatoire afin que les entreprises puissent mesurer le pourcentage de couverture du réseau au sein de la commune sur différents sites (Mairie, Centre Technique Municipal, CCAS, Salle Polyvalente et Hôtel de Ville). Cet élément fait parti des éléments à transmettre dans le mémoire technique concernant la note de couverture.

*Pour l’ensemble du parc, la garantie du matériel acquis ou mis à disposition devra être étendue à la durée du contrat.*

*3.3. Fichier des données*

Un fichier des données RIO/PIN/PUK et IMEI de l’ensemble des lignes (au format Excel), devra être remis à la commune par mail à l’adresse [marche.public@transenprovence.fr](mailto:marche.public@transenprovence.fr) dans le mois suivant le démarrage des prestations.

# 4. Nature des candidats :

La personne publique ne pose aucune restriction quant à la nature des candidats à la présente consultation.

## **5. Modalités de présentation des candidatures et des offres :**

## *Modalités de présentation des candidatures et des offres*

## *5.1.1* Modalités de remise du dossier de consultation.

Le dossier de consultation est téléchargeable (gratuitement) dans son intégralité via le site :

**https://www.marches-securises.fr et sur le site officiel de la mairie**

## *5.1.2* Modalités de présentation de l’offre

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française, et exprimées en euros.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

### Pièces de la candidature :

* Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (imprimé Cerfa **DC1**),
* Déclaration du candidat (imprimé Cerfa **DC2**),

Les imprimés Cerfa DC1 et DC2 sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).

Déclaration sur l’honneur que le candidat n’entre dans aucun des cas mentionnés aux articles R 2143 **du code de la commande publique**

* de l’ordonnance aux articles R2143 **du code de la commande publique** ; que le candidat ne fait pas l’objet d’une interdiction de concourir et que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31 décembre 2017,
* Déclaration sur l’honneur que le candidat est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du Travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés,
* Documents et renseignements demandés par l’acheteur aux fins de vérification de l’aptitude à exercer l’activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément aux articles R2142 **du code de la commande publique**.

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d’un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés aux articles R2142 **du code à la commande publique**

Ce document sera rédigé en langue française.

**Documents justificatifs à produire (article R2143 du Code de la commande publique) :**

**Capacités économiques et financières :**

* Déclaration concernant le chiffre d’affaires global et le chiffre d’affaires concernant les prestations auxquelles se réfère le marché au cours des trois derniers exercices
* Déclarations appropriées de banques ou le cas échéant, preuve d’une assurance des risques professionnels pertinents

**Capacités techniques et professionnelles du candidat :**

* Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l’importance du personnel d’encadrement pour chacune des trois dernières années
* Indication des titres d’études et professionnels du candidat ou des cadres de l’entreprise et notamment des responsables de prestations de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
* Certificat de qualification professionnelle adapté aux travaux faisant l’objet du marché ou certificats d’identité professionnelle ou références de travaux attestant de la compétence du candidat.
* Description de l’outillage, du matériel et de l’équipement technique dont le candidat disposera pour l’exécution du marché

**A défaut des qualifications professionnelles exigées,** la preuve de la capacité du candidat peut être apportée **par tout moyen** notamment par la présentation d’une liste **précise** des **principales références** **contrôlables pour des opérations équivalentes** à celles objet du présent marché au cours des trois dernières années indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

*Ces références devront être détaillées et faire apparaître précisément les missions effectuées et leurs montants.*

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d’origine

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d’autres opérateurs économiques sur lesquels il s’appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre pour justifier qu’il dispose des capacités de cet opérateur pour l’exécution des prestations, le candidat fournit un engagement écrit de l’opérateur économique.

### Pièces de l’offre :

**Un projet de marché** comprenant :

* **L’acte d'engagement (A.E.)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l’offre, le candidat devra joindre, en sus de l’annexe, les mêmes pièces que celles demandées au titulaire du marché.

* Le **Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.)**, à accepter sans modification et à signer,
* Le **bordereau des prix (B.P.U.)** à compléter sans modification
* Le **Détail Quantitatif Estimatif** (**D.Q.E.)** à compléter sans modification
* **Un mémoire justificatif** des dispositions que le candidat se propose d’adopter
* **Les fiches techniques du matériel proposé**
* **Note de couverture :** éléments de la visite sur sites

**L’absence de l’une quelconque des pièces énumérées ci-dessus entraînera le rejet de l’offre.**

## Audition des candidats

Conformément aux dispositions du code de la Commande Publique, il n’est pas prévu d’audition des candidats.

## Remise d’échantillons

Il n’est pas prévu de remise d’échantillon par les candidats.

* 1. *Analyse des candidatures et jugement des offres*

5.2.1. Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application des articles R2143 et R2152 **du code de la commande publique**, qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l’article 5.2.1 du présent règlement ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

## Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions du Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152 **du code de la commande publique**

Sur la base de critères ci-dessous énoncés, la pouvoir adjudicateur choisit l’offre économiquement la plus avantageuse.

Le pouvoir adjudicateur peut en accord avec le candidat retenu procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

| Rang | Critère de jugement des offres |
| --- | --- |
| 1 | Prix 60 points |
| 2 | Valeur technique 40 points |

Le critère de valeur technique est évalué au regard du mémoire technique joint à l’offre, sur les critères suivants :

***- intervention :*** dépannage et remplacement sous garantie et maintenance : 5 points

***- interlocuteur privilégié :*** réactivité en cas d’urgence : 5 points

***- services supplémentaires proposés :*** 5 points

**- *couverture réseau sur le territoire communal*:** la couverture réseau sur l’ensemble de la commune devra être supèrieur à 80% : 10 points

***- couverture réseau à l’intérieur du bâti : 10 points***

***- recyclage des téléphones mobiles :*** 5 points

Le critère de valeur technique est évalué au regard du descriptif technique des produits proposés, des références du candidat et du mémoire technique notamment le recyclage des téléphones mobiles.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **critère** | **intitulé** | **note de base** | **note obtenue** |
| 1 | Intervention : dépannage et remplacement sous garantie et maintenance | 5 |  |
| 2 | Qualité et réactivité relationnelle : interlocuteur privilégié | 5 |  |
| 3 | Services supplémentaires proposés | 5 |  |
| 4 | Couverture réseau sur le territoire communal | 10 |  |
| 5 | Couverture réseau à l’intérieur du bâti | 10 |  |
| 6 | Recyclage téléphones mobiles | 5 |  |
|  | **TOTAL OBTENU** | **40** |  |

\* Principe de notation selon le critère 1 : la meilleure offre obtient 60 points

Note de l’offre des autres candidats = (60 x meilleure offre) / offre du candidat)

\* Principe de notation selon le critère 2 : ce critère sera noté sur 40 points (voir le tableau ci-dessus)

La somme totale sur 100 points sera égale à la somme des deux critères.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve, le cas échéant, que celui-ci produise dans le délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus aux articles du Code de la Commande Publique. Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, son offre est rejetée sans possibilité de régularisation ultérieure. Dans ce cas, l’élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur présente alors la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le BPU seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce document.

La solution de base sera prise en compte lors du jugement des offres.

## *Négociation*

A l’issue de la Commission d’Ouverture des Plis, le pouvoir adjudicateur se laisse le droit de négocier tout élément de leur proposition avec l’ensemble des candidats ayant présenté une offre jugée recevable conformément au paragraphe 5.2 du présent règlement de la consultation.

En cas de négociation, les modalités de celle-ci seront portées à la connaissance des candidats. La participation aux négociations ne donnera lieu à aucune indemnité.

A l’issue de chaque phase de négociation, les candidats seront invités à remettre une nouvelle offre afin de prendre en compte les modifications issues de la négociation. C’est sur la base de cette nouvelle offre que sera effectué le classement final des candidats.

# Modalités de réception des offres

Les remises par voie électronique devront être effectuées sur le site :

[**https://www.marches-securises.fr**](https://www.marches-securises.fr)

avant la date et l’heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

# Indemnités des candidats ayant remis une offre

Il n’est pas prévu de primes versées aux candidats.

## **Renseignements complémentaires**

|  |
| --- |
| Pour obtenir tous les renseignements techniques complémentaires sur le cahier des charges qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande par le biais de la plateforme de dématérialisation :  [www.marches-securises.fr](http://www.marches-securises.fr) |

# Recours

L’instance chargée des procédures de recours est le :

**Tribunal administratif de Toulon**

5, rue Racine

BP 40510 - 83041 TOULON Cedex 9

Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89

greffe.ta-toulon@juradm.fr

Web : <http://toulon.tribunal-administratif.fr/>

Organe chargé des procédures de médiation :

**Tribunal administratif de Toulon**

5 rue Racine

BP 40510 - 83041 Toulon Cedex 9

Tél : 04 94 42 79 30 - Fax : 04 94 42 79 89

greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :**

La procédure de passation peut faire l'objet d'un référé précontractuel tant que le marché en cause n'est pas signé par la personne publique, ladite signature ne pouvant intervenir que 10 jours après notification des décisions de rejets (article L 551-1 du Code de Justice Administrative). Après signature du contrat, les candidats évincés peuvent conformément à l'arrêt du 16.7.2007 rendu par le Conseil d'état exercer un recours de pleine juridiction pour contester devant le juge administratif la validité du contrat.

Ce recours doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique par la publication de l'avis d'attribution. Ce recours peut être assorti d'une saisine du juge des référés sur le fondement de l'article L 521-1 du Code de Justice Administrative tendant à solliciter la suspension de l'exécution du marché.